

La voix de l'opposition de gauche

Le 25 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'actualiserai plus tard la rubrique *Documents d'actualité*.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

Mystification, imposture, escroquerie politique, instrumentalisation, populisme, attentat, ils ont sorti le grand jeu !

Quand on compare le niveau de conscience des penseurs Marx et Engels il y a deux siècles à une vingtaine d'années près avec celui de nos contemporains les plus évolués, on se dit qu'approximativement 99% d'entre eux n'ont décidément pas progressé, ce qui devrait nous questionner, mais non, tout le monde ou presque s'en moque.

Marx, tout en reconnaissant les faiblesses de l'homme, affirma à juste titre qu'il était perfectible, autrement dit qu'il n'était pas parfait mais qu'il pouvait progresser, restait à savoir s'il en aurait la volonté et si aucun obstacle ne viendrait la contrecarrer, a fortiori il semblerait que ce soit le cas dès lors que sa condition s'était amélioré, force est de constater que ses faiblesses reprirent le dessus, oubliant d'où il venait et ignorant toujours où il allait, ignorant quelles en seraient les conséquences néfastes pour son avenir qui s'annonçait forcément des plus sombres. Quant à ceux dont la condition était épouvantable à travers le monde ou devant sa porte, il s'en foutait ! Constat accablant et effrayant.

Dans la situation inextricable dans laquelle nous sommes, il semble normal ou naturel d'aborder ce genre de sujets, aussi pénible et triste que ce soit.

A l'époque de Marx cette volonté s'exprima parce que le capitalisme remplissait une fonction historique progressiste, depuis que cette période s'est achevée, elle s'est ramollie au point de devenir inconsistante, et son destin se confond désormais avec celui du capitalisme voué à la déchéance ou à disparaître.

L'homme n'est pas parvenu à prendre conscience que sa condition était le produit d'un processus dialectique matérialiste historique, dont l'issue dépendrait de son orientation conditionnée par l'idéal qu'il portait, s'enrichir au détriment de la majorité, profiter à titre individuel des avantages ou du statut privilégié que la société lui concédait ou réaliser le bien commun de la collectivité humaine pour que chacun puisse s'épanouir individuellement, ce qu'on appelle aussi le socialisme.

Trente ans après la dislocation de l'URSS, plus individualiste que jamais, il a lié son sort au capitalisme avec son lot de médiocrités, d'hypocrisies, de malheurs, de souffrances injustes, inutiles et sans fin.

Toute tentative de plaquer à la réalité de la seconde moitié du XXe siècle et du début du XXIe siècle les enseignements du marxisme était vouée infailliblement à l'échec. Ce n'est pas le marxisme qui a failli, mais ceux qui s'en réclamaient.

Et si c'était l'inverse ? par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs 22 mai 2019

C'est entendu : l'abstentionniste devra rendre compte. Quel que soit le résultat des élections européennes, son manque de sens civique et son ignorance de la démocratie en porteront la responsabilité. Ainsi accusent, en un remarquable consensus, tous les dirigeants politiques institutionnels, qui, de l'extrême droite à l'extrême gauche, s'accordent, comme dans la fable de La Fontaine, pour crier : « Haro sur le baudet ! »

Et si c'était l'inverse ? Et si les abstentionnistes du 26 mai faisaient preuve d'une remarquable aspiration démocratique ?

Les médias, on le sait, ne sont pas en reste dans la croisade contre l'abstention. Journal capitaliste pourtant réputé sérieux, Les Échos consacrent deux pages à dresser « le bilan, solide, de la dernière législature du Parlement européen ».

Le lecteur y apprend qu'« à défaut de disposer d'un pouvoir d'initiative législative – réservé par les traités à la Commission européenne – le Parlement peut demander à la Commission qu'elle présente une proposition sur un sujet qui agite la société civile », à l'exception des domaines réservés que sont la fiscalité et la politique extérieure.

L'enjeu du vote du 26 mai consisterait donc à élire des gens dont le pouvoir se limite à demander sagement à d'autres personnages – les commissaires européens – de bien vouloir « présenter des propositions ». Lesquels commissaires européens sont libres de répondre ou non à cette sollicitation, selon qu'ils la jugent conforme ou non aux traités européens. Cerise sur le gâteau : selon Les Échos, le Parlement européen est « l'institution la plus démocratique du système européen » !

Faut-il dès lors s'étonner qu'une majorité de travailleurs, de jeunes, de chômeurs, de retraités s'abstienne ?

D'où la question : et si c'était l'inverse ? Et si l'abstention massive du 26 mai était porteuse d'une aspiration démocratique, consciente ou non* ?

Chacun le sait : à l'instar de ce qui se passe en Algérie, mûrit dans notre pays l'exigence « Macron, dégage ! », mais aussi « Système, dégage ! ». Que demain soient convoquées des élections à une Assemblée constituante souveraine ; que cette assemblée, élue à la proportionnelle intégrale, ait tous pouvoirs, par exemple, de bloquer les privatisations et de rétablir les monopoles publics des chemins de fer, de l'énergie et de La Poste ; et de rouvrir les classes fermées dans les écoles et les services dans les hôpitaux ; et d'abroger les contre-réformes des retraites, de la santé, de Blanquer et de la fonction publique... Et alors, on verra si l'abstention restera massive, ou si, convaincus de désigner des délégués porteurs d'un mandat conforme à leurs intérêts, les travailleurs et les jeunes ne seront pas alors les premiers à se mobiliser, y compris par le vote.

Telle est l'issue démocratique pour laquelle agissent les militants engagés dans la construction d'un parti ouvrier, le POID.

* Aspiration démocratique portée tout autant par ceux qui, contre Macron, iront voter quand même et sans illusions pour des listes issues du mouvement ouvrier et démocratique.

La mascarade de l'Union européenne par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 mai 2019

Extraits.

Pour Thierry Meyssan, les Européens sont aveugles parce qu'ils ne veulent pas voir. Ils persistent à croire que l'Union européenne, c'est la paix et la prospérité, malgré les échecs incontestables dans ces deux domaines. Ils s'imaginent une opposition intérieure entre patriotes et populistes, alors que ces deux groupes se placent sous la protection du Pentagone contre la Russie. La stratégie internationale de l'après-Deuxième Guerre mondiale se poursuit à leur détriment, sans qu'ils en aient conscience.

Thierry Meyssan - Les États-Unis ont décidé de confier la présidence de la Commission à Manfred Weber avec la mission de saboter l'approvisionnement de l'Union européenne en hydrocarbures russes. Sa première bataille sera pour faire stopper les travaux de construction du pipe-line Nord Stream 2, malgré les milliards d'euros déjà engagés et malgré les milliards qu'il permettrait d'économiser.

Pour que le Parlement élise démocratiquement Weber, il n'est pas nécessaire qu'il soit soutenu par une majorité de parlementaires. Il suffit que son groupe, le PPE, arrive en tête. Washington a donc préparé une assemblée dominée par le Parti populaire européen (PPE) puis, en seconde position, par l'Europe des nations et des libertés (ENL).

Steve Banon a été envoyé pour conseiller Matteo Salvini et créer une poussée des partis identitaires (mais pas des indépendantistes). Il a veillé à ce que l'ENL ne puisse emporter la majorité.

- Pour cela, malgré les efforts de Salvini, le parti polonais Droit est Justice a été persuadé de rester au sein des Conservateurs et réformistes européens (CRE) en échange d'une augmentation « significative » des soldats US sur son sol.

- Donald Trump a reçu, le 13 mai, le Hongrois Viktor Orbán à la Maison-Blanche et l'a enjoint de maintenir son parti au PPE en échange d'armes et de gaz naturel.

- Enfin une vidéo a fuité à la presse allemande. Elle montre Heinz-Christian Strache, le chef du Parti de la liberté autrichien (FPÖ) se faire corrompre. Cette vidéo est ancienne, elle a été mise en scène et filmée par une femme se présentant comme une agente russe, mais qui selon toute vraisemblance est une agente de la CIA.

Contrairement à ce que ressasse la presse, il n'y a aucune opposition sur le fond entre le Parti populaire européen (PPE) et l'Europe des nations et des libertés (ENL). Tous s'entendent sur la tutelle de l'Otan, laquelle implique l'essentiel des décisions politiques. Il y a juste une répartition des rôles.

La propagande officielle pour la tenue de l'élection ne cesse de répéter que « L'Europe, c'est la paix et la prospérité ». Or, ce slogan est incompatible avec la mission anti-Russe de l'Union européenne.

- En fait de paix, l'Union n'a pas été capable de libérer Chypre, toujours occupée depuis 1974 (mais qui n'a adhéré à l'Union qu'en 2004). L'armée turque occupe un tiers du territoire et a créé une autorité de collaboration sous le nom de « République turque de Chypre-Nord ». Les Chypriotes qui y vivent n'ont pas pu être inscrits sur les listes électorales du Parlement. Non seulement Bruxelles ne moque de leur sort, mais déroule le tapis rouge au président turc, Recep Tayyip Erdogan, qu'il arrose de milliards de subvention. Il est vrai que la Turquie est membre de l'Otan.

- En fait de prospérité, l'Union —qui n'a pas attendu l'affaire de Nord Stream 2— a déjà tellement bien appliqué la stratégie US que l'Union stagne quand le reste du monde se développe. Durant la décennie ayant suivie la crise financière de 2018, la Chine a connu une croissance de +139%, l'Inde de +96%, les États-Unis de +34%, mais l'Union européenne a décliné de -2%.

La campagne électorale se poursuit à l'échelle des États-membres puisqu'il n'y a toujours pas de sentiment européen. Il n'y a donc pas de parti politique à l'échelle européenne, mais des unions de partis politiques de chaque État. Il n'y a pas non plus de journée électorale unique, mais des élections distinctes sur 4 jours selon les traditions nationales.

L'abstention devrait être massive, les électeurs ayant le sentiment diffus que tout cela n'est ni clair, ni honnête. Plus de la moitié des électeurs boycotteront les urnes (bien que dans certains pays le vote soit obligatoire). Par conséquent, même si les procédures de vote sont parfaitement démocratiques, le résultat ne pourra pas représenter la volonté de l'ensemble du corps électoral. Il ne sera donc pas démocratique. Manfred Weber sera élu par une minorité du Parlement, lui-même élu par une minorité des électeurs.
Réseau Voltaire 24 mai 2019

LVOG - Les eurodéputés qui seraient élus en obtenant 20% des suffrages exprimés, sur la base d'une abstention de 60%, en réalité ils ne représenteraient que 8% de l'ensemble des électeurs ou moins encore en comptant les votes blancs et nuls, ceux qui auraient obtenu 10% seraient en fait à 4%, et quant à ceux qui seraient élus au tour de 5%, ils auraient été élus - démocratiquement, sans rire, par 2,5% du corps électoral.

C'est ainsi que le Parlement européen représentera en tout état de cause une infime minorité de la population, et il n'aura aucune légitimité pour statuer sur le sort des peuples de l'Union européenne.

Il fallait dire clairement que cette élection était une funeste mascarade destinée à associer les travailleurs de l'UE aux mesures antisociales et liberticides qui seront adoptées contre eux par la Commission européenne,

via l'oligarchie anglo-saxonne ou le Pentagone, et que l'ensemble des chefs d'Etat des 27 ou 28 pays de l'UE appliqueront à la lettre sous peine de sanctions.

Climat. En famille. Mysification et instrumentalisation.

Marches mondiales pour le climat - euronews 24.05

Des marches pour le climat étaient organisées ce vendredi un peu partout dans le monde, de Sidney à Paris en passant par Bruxelles et Rome. euronews 24.05

A J-3 des Européennes, Macron réunit le premier "Conseil de défense écologique" - AFP 23.05

"Sur l'écologie, le temps n'est plus à la parole", a déclaré Emmanuel Macron en ouvrant jeudi le premier Conseil de défense écologique (CDE), dénoncé par une partie de l'opposition comme une tentative d'attirer les électeurs à trois jours des élections européennes. AFP 23.05

Mélenchon: "Il faut déclarer l'état d'urgence climatique" - AFP 23.05

Le leader de La France Insoumise Jean-Luc Mélenchon dit qu'il "faut déclarer l'état d'urgence climatique", lors d'un passage à Marseille pour dénoncer le tourisme de masse et la pollution qu'il engendre. AFP 23.05

Otan de la tyrannie.

Theresa May: un mauvais casting pour une mission impossible - AFP 24.05

Theresa May démissionnera le 7 juin - Reuters 24.05

UE : Sauve qui peut en famille !

Macron et BHL, le déjeuner-surprise - LePoint.fr 20.05

Ce mardi 21 mai, Emmanuel Macron recevra à déjeuner à l'Élysée une douzaine d'écrivains. Tous ont signé en janvier le manifeste des patriotes européens rédigé par Bernard-Henri Lévy et intitulé « Il y a le feu à la maison Europe » : « Attaquée de l'intérieur par des mauvais prophètes ivres de ressentiment et qui croient leur heure revenue, lâchée, à l'extérieur, outre-Manche et outre-Atlantique, par les deux grands alliés qui l'ont, au XXe siècle, deux fois sauvée du suicide, en proie aux manœuvres de moins en moins dissimulées du maître du Kremlin, l'Europe comme idée, volonté et représentation est en train de se défaire sous nos yeux », peut-on lire dans ce texte paru dans le journal Libération. LePoint.fr 20.05

Mimétisme

Européennes: Bernard Henri-Lévy fustige les "caïds populistes" - Reuters 21.05

Ferrand et d'ex-présidents de l'Assemblée fustigent "les populistes" - Reuters 21.05

Européennes : Macron appelle à la "mobilisation générale" contre l'abstention - L'Express.fr 22.05

Chacun doit dire "autour de soi qu'il faut aller voter", a lancé le président de la République en Conseil des ministres, rapporte Sibeth Ndiaye. L'Express.fr 22.05

Edgar Morin : « Il faut sauver notre baraque européenne ! » - LePoint.fr 22.05

À quelques jours du scrutin, le sociologue et ancien résistant appelle à un sursaut face à la montée des anti-européens. LePoint.fr 22.05

Par "devoir citoyen", des détenus de Fleury-Mérogis vont voter en prison - AFP 22.05

"Ça prouve qu'on n'est pas mis de côté": par "devoir citoyen", des détenus votaient jusqu'à mercredi à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) comme dans les autres prisons françaises, une grande première à l'occasion des européennes. AFP 22.05

Une application aide les indécis à choisir pour qui voter aux européennes - L'Express.fr 22.05

Les programmes des partis et mouvements politiques engagés dans la campagne ont été passés au peigne fin pour vous aider à faire le tri. L'Express.fr 22.05

En famille. Quand les syndicats cautionnent l'Union européenne à l'origine des mesures antisociales qu'ils prétendent combattre.

Européennes : CGT et CFDT appellent à faire "barrage à l'extrême droite" - Reuters 23.05

La CGT appelle à voter aux Européennes - AFP 21.05

La CGT a appelé mardi les électeurs à voter le 26 mai aux élections européennes et, sans donner de consigne précise de vote, "à ne pas se laisser duper" par les partis d'extrême droite. (Par LREM passe encore, puisque la CGT ne le caractérise pas d'extrême droite. - LVOG)

"La lutte revendicative, l'exigence sociale et le combat pour un monde de justice et de paix doit se traduire dans les urnes", ajoute-t-elle, affirmant que "s'abstenir, c'est laisser d'autres et, en premier lieu le patronat et les tenants du libéralisme économique, continuer d'inscrire l'Europe et notre avenir dans la spirale de la régression sociale et économique". (Le double langage habituel. Et puis, il faut rappeler que le Parlement européen n'a pas le pouvoir de proposer et encore moins celui d'adopter une loi, c'est la Commission européenne et le Conseil de l'Europe, donc les chefs d'Etat qui détiennent ce pouvoir. L'élection au Parlement européen sert à cautionner les futures décisions que prendra la Commission européenne des banquiers et des multinationales. - LVOG)

La semaine dernière, Laurent Berger, le numéro un de la CFDT, première organisation syndicale de France en termes de représentativité, avait appelé à la mobilisation le 26 mai.

"Nous ne donnerons pas de consigne de vote si ce n'est celle de combattre les replis nationalistes et xénophobes", avait-t-il dit. "Nous rejetons toutes ces listes qui prônent une sortie de l'Europe".

Laurent Escure, le secrétaire général de l'Unsa, l'Union nationale des syndicats autonomes, a aussi appelé les salariés à participer aux élections européennes pour "défendre la construction d'une Europe démocratique, sociale et écologique" et "dire non aux replis nationalistes ou aux choix haineux qui, en défaisant l'Europe, sacrifieraient les travailleurs". AFP 21.05

LVOG - Des syndicats ouvriers ? Les syndicats se situent ouvertement au côté de la réaction contre les travailleurs. Dès lors comment doit-on les caractériser ? Quelle doit en être la signification politique ? Quel enseignement politique en tirer ? Aucun, répondront nos dirigeants aussi corrompus. Dans ces conditions le pire est encore à venir ou il n'y a rien à espérer dans un avenir proche, ni même au-delà, puisque tout le monde semble s'en accommoder.

L'UE : Un cauchemar totalitaire.

«L'impression d'être dans 1984» : des youtubeurs parlent du «voyage d'étude» organisé par l'UE - RT 22 mai 2019

La Commission européenne organisait au mois d'avril 2019 un «voyage d'étude» auquel étaient conviés des influenceurs du net, parmi lesquels plusieurs youtubeurs spécialisés dans l'actualité politique.

Comme le rapporte Marianne, la Commission européenne cherchait ainsi à convaincre ces figures des réseaux sociaux de «parler davantage d'Europe» et surtout de porter un «récit positif» autour de l'Union européenne. Au menu : visite des institutions européennes et séminaires visant à «déconstruire» les idées reçues sur l'UE...

Tatiana Ventôse et Tommy Lasserre, deux représentants de la chaîne YouTube «Le fil d'actu» (qui a publié un reportage à charge sur cette aventure), figurent parmi les participants qui ont pu goûter à cette expérience européenne. Ils ont accepté de livrer leur témoignage à RT France.

«J'avais l'impression d'être dans 1984 ou en URSS sur la fin, où des fonctionnaires armés de bonnes intentions [...] nous expliquaient que "la désinformation, ce sont des faits avérés et réels, utilisés pour porter un propos politique qui va à l'encontre des politiques promues l'Union européenne"», décrit Tatiana Ventôse, avant de relater l'argumentaire de ses interlocuteurs, qui lui auraient expliqué que «tout ça [était] organisé par la Russie».

Tommy Lasserre rapporte pour RT un autre élément, concernant le discours européen sur la concurrence au sein de l'UE : «L'idée reçue qu'ils ont essayé de défaire, c'est pas que l'Europe met en place la concurrence à l'échelle globale», faisant au contraire valoir que «la concurrence c'est bien». RT 22 mai 2019

Il y a 39 ans, la mystification ou l'escroquerie politique avait déjà pris fin...

Le clivage gauche-droite n'est pas mort, la preuve ! - LePoint.fr 22 mai 2019

Sa récusation est pourtant ancienne, si l'on en croit une importante étude dédiée aux valeurs de la France : de 1980 à 1991, entre 55 % et 60 % des Français estimaient que ce clivage n'était pas pertinent.

L'étude indique également que les jeunes se positionnent un peu plus à gauche. Le positionnement à droite augmente avec le niveau de revenu. LePoint.fr 22 mai 2019

LVOG - Pour ne pas avoir voulu en tenir compte, voilà ce qui est advenu... Et ne dites pas que vous le ne saviez pas, cela s'adresse à nos braves dirigeants...

La stratégie du chaos et de la terreur.

Aux États-Unis, 60% des managers hommes ont peur de travailler avec des femmes - slate.fr 20 mai 2019

Un an et demi après le début du mouvement #MeToo, les organismes LeanIn.org et SurveyMonkey viennent de publier une étude sur les relations entre hommes et femmes sur leur lieu de travail dans les mois ayant suivi cette vague de libération de la parole.

Les résultats sont sans appel: 60% des supérieurs masculins se disent mal à l'aise dans la collaboration, la socialisation ou l'interaction avec des collègues féminines. Une augmentation de 32% par rapport à l'an dernier. Les hommes interrogés déclarent avoir peur que leur comportement soit jugé inconvenant ou d'être accusés à tort de harcèlement ou d'agression sexuelle. En parallèle, le harcèlement sexuel reste omniprésent sur le lieu de travail, 57% des femmes déclarant en avoir été victimes depuis le début de leur carrière. slate.fr 20 mai 2019

Ils osent tout.

Macron défend son bilan et appelle à voter dimanche - Reuters 20.05

A six jours des élections européennes, Emmanuel Macron défend son bilan dans une interview à paraître mardi et appelle les Français à aller voter pour contrer ceux "qui ne veulent que détruire", ciblant une nouvelle fois les partis nationalistes dont il souligne la "connivence" avec "des intérêts étrangers".

"Quand je regarde les choses, le chômage est au plus bas depuis dix ans, le pouvoir d'achat n'a jamais augmenté de cette manière depuis douze ans, l'investissement productif repart, les emplois industriels sont recréés... il n'y a pas à rougir de notre bilan, même s'il faut aller plus loin", ajoute-t-il. Reuters 20.05

Raphaël Glucksmann : "On sera à beaucoup plus de 5%" - Yahoo actu 20.05

Roland Ries : « Il faut ré-enchanter l'Union européenne » - LePoint.fr 24.05

Le maire socialiste de Strasbourg déplore que l'Europe de demain ne soit pas abordée et appelle les nations à retrouver la dimension politique originelle de l'Union. LePoint.fr 24.05

La finance, mon ennemi !

Yannick Jadot (EELV) : "L'écologie que je porte, elle combat le capitalisme financier" - Franceinfo 20.05

Eux aussi ils nous refont le même coup !

Européennes: Mélenchon et Aubry (LFI) veulent "passer devant LR" pour "ouvrir une alternative" - AFP 20.05

Un attentat avant chaque élection ou adoption d'une loi liberticide, étrange coïncidence, non ?

Européennes: la campagne se termine, bousculée par l'explosion à Lyon - AFP 24.05

L'attaque de Lyon en toile de fond de l'ultime meeting de LaRem - Reuters 24.05

Après l'explosion à Lyon, Castaner annonce un renforcement de la sécurité - Le HuffPost 24.05

Journalistes convoqués par la DGSJ: Macron invoque la sécurité nationale - Le HuffPost 24.05

République tchèque: le Premier ministre milliardaire favori aux Européennes - AFP 24.05

Bardella appelle les électeurs de LR, de LFI et de Dupont-Aignan à voter RN - AFP 24.05

La Russie s'est bien immiscée dans les dernières élections européennes - Slate.fr 24.05

La culture de la haine est innée chez eux !

Et si les parents n'avaient pas d'influence sur leurs enfants - LePoint.fr 20.05

On prête à l'éducation des enfants par les parents une influence qu'elle n'a pas : notre personnalité est en effet en grande partie le fruit de nos gènes.

LePoint.fr- Ce n'est tout simplement pas une bonne politique personnelle que de partir du principe que toutes les personnes que vous croiserez dans votre vie vous voudront du bien. LePoint.fr 20.05

LVOG - De la part de gens qui vous veulent du mal, c'est logique !

Les prédateurs l'ont décrété.

Journée mondiale des abeilles : une espèce fortement menacée - euronews 20.05

Parole d'esclavagistes

Cuba accusée d'esclavagisme devant la CPI - LePoint.fr 20.05

Deux ONG dénoncent les conditions de travail de centaines de milliers de travailleurs cubains, dont beaucoup de médecins, envoyés en mission à l'étranger. LePoint.fr 20.05

Multirécidivistes.

Syrie: Washington soupçonne Damas d'attaque chimique, menace de représailles - AFP 21.05

Bienvenue chez les "sadiques".

Vincent Lambert : la cour d'appel ordonne la reprise des soins - euronews 20 mai 2019

Coup de théâtre dans l'affaire Vincent Lambert : la cour d'appel de Paris, saisie par les parents du malade, a ordonné ce lundi soir le rétablissement des traitements visant à le maintenir en vie, traitements qui avaient été interrompus lundi matin.

La cour d'appel a finalement suivi l'avis du Comité international des droits des personnes handicapées, qui s'était prononcé le 3 mai pour le maintien de l'alimentation et l'hydratation de Vincent Lambert, tétraplégique est en état végétatif.

Un rassemblement s'est tenu ce week-end aux abords du CHU de Reims pour réclamer son maintien en vie.

La famille même de Vincent Lambert s'est déchirée sur la question, qui a incarné tout un débat sur l'euthanasie en France depuis dix ans. Sa mère parlait ce lundi soir d'une "très grande victoire", tandis que son neveu François qualifiait lui la décision de "sadisme pur". euronews 20 mai 2019

La colère de la mère de Vincent Lambert après l'arrêt des soins: "Ce sont des monstres!" - BFMTV 20.05

Affaire Vincent Lambert : mobilisation contre l'arrêt programmé des soins - euronews 20.05

En France, une manifestation était organisée ce dimanche après-midi à Reims, devant l'hôpital qui accueille Vincent Lambert. Les personnes présentes s'opposent à l'arrêt des soins prodigués à cet homme, victime d'un accident de la route, et qui se trouve dans un état végétatif depuis... euronews 20.05

Jordan Bardella "choqué" par l'arrêt des soins de Vincent Lambert - AFP 20.05

La tête de liste RN aux élections européennes Jordan Bardella s'est dit lundi "choqué" par la décision de justice prévoyant cette semaine l'arrêt des soins de Vincent Lambert, patient dans un état végétatif depuis dix ans. AFP 20.05

Vincent Lambert: Marion Maréchal sort de sa réserve et dénonce une "euthanasie" - Le HuffPost 20.05

Vincent Lambert : "Il n'y a pas de vie indigne d'être vécue", estime François-Xavier Bellamy - Franceinfo 20.05

LVOG - Alors que ces salopards sont complices de millions de morts à travers le monde causés par leurs guerres ou la pauvreté... Leur humanisme est bien la politesse des salauds, et le mot est faible !

Le "point de rupture" de la civilisation humaine a été atteint, va-t-elle sombrer définitivement dans la barbarie ?

«Un point de rupture jamais atteint» : le président de SAMU-Urgences de France écrit au gouvernement - RT 22 mai 2019

François Braun, le président de SAMU-Urgences de France, a écrit ce 21 mai une lettre adressée à Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, dans laquelle il lui demande de prendre des engagements en faveur des services urgentistes, en particulier à l'approche de la période estivale, ne cachant pas ses inquiétudes.

«Les structures de Médecine d'urgence (services des urgences, Samu-Centre 15, Smur) sont à un point de rupture jamais atteint», explique l'auteur de la lettre avant de dresser un sombre tableau de la situation, dénonçant notamment une «saturation des services et des personnes».

Contacté par RT France, Jean-Marie Godard, auteur du livre Bienvenue aux urgences édité en mars 2019, étaye ces engagements attendus par la profession. «Il faut arrêter de fermer des lits», explique par exemple

le journaliste. Il évoque une situation courante : «Il arrive que des urgentistes passent deux heures au téléphone pour trouver un lit d'hospitalisation dans leur établissement [...] Le problème du service des urgences c'est qu'il prend l'impact de tout ce qui dysfonctionne dans les prises en charge des autres services», raconte-t-il. «Il y a aussi des demandes d'embauche de personnel, d'augmentation des salaires et de primes», ajoute Jean-Marie Godard.

Dans sa missive, le président de SAMU-Urgences de France appelle les personnels urgentistes à un arrêt symbolique du travail «pendant cinq minutes le 28 mai», pour témoigner de l'exaspération de la profession, «conscient[e] de [ses] responsabilités envers les patients».

Jean-Marie Godard commente l'aspect symbolique d'une action qui mécaniquement, ne pourra être menée que par du personnel en mesure de prendre une pause. «Les personnels urgentistes, excepté le personnel administratif, ne peuvent pas arrêter le travail sans mettre en danger la population», explique-t-il pour contextualiser ce qu'il qualifie de «grèves sparadrap».

Témoin des conditions de travail difficiles qui caractérisent la profession, l'auteur de Bienvenue aux urgences juge que les personnels urgentistes souffrent généralement d'un manque d'anticipation à grande échelle. Il rappelle alors que le 16 janvier dernier, quelque 14 chefs de service hospitalier avaient publié une tribune à ce sujet afin de réclamer «un grand plan pour les urgences pour mieux gérer le flux des patients».

Après les appels de plusieurs syndicats dans le milieu hospitalier, les grèves aux urgences se sont multipliées sur le territoire français. Plusieurs rassemblements ont par exemple eu lieu le 19 mai, dont un devant la mairie de Paris. RT 22 mai 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie saoudite

L'Arabie saoudite était informée à l'avance des attentats au Sri Lanka - Réseau Voltaire 21 mai 2019

La police du Sri Lanka a arrêté un prédicateur wahhabite, Mohamed Aliyar, directeur du Centre de guidance islamique de Kattankudy, ville de l'Est à majorité musulmane.

Il serait lié à Zahran Hashim, le chef de l'opération conduite par Daesh à Pâques et qui a coûté la vie à près de 270 personnes et blessé plus de 500.

Le Centre de guidance islamique, que fréquentait le chef local de Daesh, est financé par les dons des camarades de classes islamiques à Riyad de Mohamed Aliyar.

Le journal libanais, édité par le Hezbollah, Alahed News, a publié le fac-similé d'un câble du ministre des Affaires étrangères saoudien à son ambassadeur au Sri Lanka. Il est daté du 17 avril 2019. On peut y lire :

« Urgent — Top secret

À Son Excellence l'ambassadeur Abdul Nasser bin Hussein al-Harethi

Vous devez prendre immédiatement les mesures suivantes :

- 1° Vous devez supprimer tous les documents, les données informatiques et la dernière correspondance avec des membres et des groupes nationaux et étrangers, vous devez en plus imposer un couvre-feu pour le personnel de l'ambassade sauf si [un voyage] est nécessaire ;

- 2° Vous devez informer tous ceux qui se rattachent au Royaume d'Arabie saoudite, notamment les conseillers, les forces de sécurité et les services de Renseignement, d'éviter toute présence dans des lieux publics et surpeuplés, notamment des églises au cours des trois prochains jours, en particulier celui de Pâques chrétien ;

- 3° Vous devez envoyer régulièrement des nouvelles écrites à propos des autorités sri-lankaises et de leurs points de vue à ce ministère.

Signé : Ibrahim bin Abdul Aziz al-Assaf, ministre des Affaires étrangères »

Les attentats ont eu lieu le 21 avril 2019.

La chaîne de télévision officielle saoudien, Al-Arabiya, avait annoncé le 1er février 2014, que Daesh était dirigé par le prince Abdul Rahman al-Faiçal (frère du ministre des Affaires étrangères de l'époque).

Suite au discours de Riyad du président Donald Trump, l'Arabie saoudite avait retiré son soutien aux organisations jihadistes. Cependant, on avait vu avec l'affaire du « Mouvement pour la Foi », dénommé par la propagande britannique « Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan », que l'Arabie saoudite dirigeait le terrorisme rohingya au Myanmar, en 2017. Depuis lors, de nombreuses informations non vérifiées font état d'une reprise en main des jihadistes par Riyad. Réseau Voltaire 21 mai 2019

Inde

LVOG - Un ex-milicien nationaliste d'extrême droite va continuer de gouverner l'Inde.

Les nationalistes hindous de Modi consolident leur emprise sur l'Inde - AFP 24 mai 2019

Le Premier ministre indien Narendra Modi a remporté une victoire écrasante jeudi qui a confirmé la domination de son parti nationaliste hindou à l'issue des élections législatives.

Selon des chiffres actualisés dans la soirée au fil du dépouillement encore en cours, le BJP de M. Modi était en passe d'accentuer encore sa victoire avec 303 sièges - une majorité absolue - sur 543 députés élus pour 5 ans à la chambre basse du Parlement, à l'issue d'un scrutin gigantesque étalé sur six semaines.

Principale formation d'opposition, le Congrès devrait remporter seulement une cinquantaine de circonscriptions, une douche froide pour ce parti clé de la politique indienne depuis l'indépendance en 1947. Son leader Rahul Gandhi a reconnu la défaite et félicité M. Modi

Le BJP détenait précédemment 284 sièges, et ce sera la première fois en cinq décennies qu'un Premier ministre sortant sera reconduit avec une majorité renforcée.

Pratiquant une ultra-personnification du pouvoir et doté d'un sens politique aiguisé, Narendra Modi avait fait de ces législatives un quasi-plébiscite. Cet adepte d'une gouvernance par coups d'éclat (bombardement au Pakistan, démonétisation surprise de billets...) avait axé sa campagne sur un discours sécuritaire anxiogène, s'érigeant en défenseur de la nation.

"Il a amené le programme nationaliste hindou dans chaque foyer. Il a dit que le pays était en danger à cause du Pakistan et les gens l'ont cru", analyse Hemant Kumar Malviya, professeur de sciences politiques à l'université hindoue de Varanasi.

67% des 900 millions d'électeurs indiens se sont exprimés pour ces 17e législatives depuis l'indépendance. (Alors que le vote est quasi obligatoire en Inde. - LVOG)

Le BJP a infligé au Congrès l'une des pires défaites de son histoire, cinq ans après l'humiliation de 2014, qui risque de plonger la formation fondée en 1885 dans une nouvelle crise.

Preuve du séisme: Rahul Gandhi a même perdu la circonscription familiale d'Amethi, dans l'Uttar Pradesh (nord), l'un des bastions traditionnels des Nehru-Gandhi. Il siègera tout de même au Parlement car il se présentait en parallèle dans une circonscription du Kerala (sud).

Le Congrès avait fait de la lutte contre la pauvreté un des grands axes de sa campagne électorale. Il promettait notamment un revenu minimum garanti pour 50 millions de foyers s'il remporte les législatives.

Rahul Gandhi "semble s'accrocher aux idées socialistes de sa grand-mère (Indira Gandhi) et ne réalise pas que les gens ont changé, même les pauvres ont changé", estime à cet égard le commentateur politique Parsa Venkateshwar Rao. AFP 23 et 24 mai 2019

LVOG - En Inde aussi la majorité des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière ont viré à l'extrême droite.

Le revenu minimum garanti que Rahul Gandhi s'était engagé à adopter devait concerner au total en comptant les composantes d'un foyer indien incluant au minimum deux enfants et deux parents âgés à charge entre 300 et 400 millions de travailleurs indiens parmi les plus pauvres. Dans mon entourage, je ne connais personne qui ait voté pour le parti de Modi qu'ils honnissent.

Algérie

En Algérie, l'armée dit "non" aux principales demandes de la contestation - AFP 20.05

Homme fort de facto de l'Algérie, le chef d'état-major de l'armée a opposé lundi une fin de non-recevoir aux deux principales revendications du mouvement de contestation: le report de la présidentielle et le départ des figures du "système politique" en place.

Bien que légalement dénué de tout pouvoir décisionnaire, le général Ahmed Gaïd Salah est considéré par les observateurs comme celui qui donne le "la" depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika, sous la pression conjuguée de la rue et de l'armée.

Ses interventions régulières, qui contrastent avec le mutisme et la transparence médiatique du chef de l'Etat par intérim Abdelkader Bensalah et du Premier ministre Noureddine Bedoui, sont scrupuleusement écoutées.

Le chef d'état-major de l'armée a également appelé à "accélérer la création et l'installation de l'instance indépendante pour l'organisation et la supervision" du scrutin, prévue par la Constitution.

Replacée au centre du jeu politique, l'armée appelle depuis au respect de ces délais constitutionnels alors que le mouvement de contestation exige avant tout scrutin la mise sur pied d'institutions de transition ad hoc pour réformer le pays, ainsi que le départ de l'ensemble des acteurs du "système".

"L'exigence du départ collectif de tous les cadres de l'Etat, sous prétexte qu'ils représentent les symboles du système" est "une revendication (...) irraisonnable, voire dangereuse et malveillante, qui vise à déposséder les institutions de l'Etat de ses cadres", a affirmé le général.

Un temps vu comme un allié de la contestation pour son rôle dans le départ de M. Bouteflika, après en avoir été un soutien indéfectible durant 15 ans, le général Gaïd Salah est depuis plusieurs semaines la cible des manifestants pour son refus de sortir du cadre de la Constitution.

"La tenue des élections est le seul moyen de garantir la pérennité du système" au pouvoir en Algérie, a expliqué à l'AFP Mohamed Hennad, ancien enseignant en sciences politiques à l'Université d'Alger, pour qui "le système est prêt à aller droit dans le mur".

De sérieuses interrogations subsistent sur la viabilité d'un scrutin dont les électeurs manifestent chaque semaine pour en demander le report. Aucun candidat d'envergure ne s'est publiquement manifesté à quelques jours de la date-limite du dépôt des dossiers, pas même au sein des partis de la coalition ayant soutenu M. Bouteflika.

Seuls trois petits partis ont pour l'heure retiré des dossiers de candidatures, selon le ministère de l'Intérieur.

"Il est impossible d'organiser ces élections: le socle électoral est dans la rue" et "celui qui se présente à une présidentielle organisée" par le pouvoir actuel "est fini" politiquement, estime Moussaab Hammoudi, chercheur doctorant à l'Ecole des Hautes études en Sciences sociales (EHESS) à Paris.

Les personnalités sollicitées par le pouvoir pour se présenter ont toutes décliné, selon plusieurs observateurs.

Le général Gaïd Salah "s'entête dans cette solution", probablement "poussé par son entourage, les autres généraux", qui s'accrochent aux délais pour ne pas tomber dans "la configuration du coup d'Etat si les échéances passent", ajoute le chercheur.

L'armée "a peur d'une période de transition" réclamée par les protestataires car, alors, elle "va devoir rendre le pouvoir aux civils" et "sortira du jeu politique", poursuit M. Hammoudi.

Difficile de savoir de quelle marge de manoeuvre dispose l'armée si la présidentielle ne pouvait pas être organisée: "On ne sait pas (...) s'il (Gaïd Salah) donne des ordres ou des conseils. Donner des ordres au peuple ne fait pas partie de ses compétences, quant aux conseils il peut les donner directement aux personnes visées", souligne M. Hennad.

Lundi, le chef d'état-major a appelé à faire "émerger de vrais représentants" qui transmettront "les revendications populaires dans le cadre d'un dialogue (...) avec les institutions de l'Etat". Un dialogue dont l'armée ne sera pas "partie prenante", a-t-il assuré.

Algérie: les étudiants dans la rue, nouvelles mises en garde de l'armée - AFP 21 mai 2019

Etudiants et enseignants ont manifesté mardi en Algérie contre la tenue le 4 juillet de l'élection présidentielle, soutenue par le chef d'état-major de l'armée qui a mis en garde la contestation contre les auteurs de "plans pernicieux".

A Alger, un fort déploiement policier a empêché les manifestants de se rassembler sur le parvis de la Grande Poste, point de ralliement de la contestation dans le centre de la capitale, et de se diriger vers l'Assemblée nationale et le tribunal, étapes prévues du cortège.

Les étudiants se sont donc rendus devant le Palais du gouvernement, siège des services du Premier ministre et du ministère de l'Intérieur, bouclé par les forces de l'ordre.

Devant le bâtiment, de brèves échauffourées ont éclaté entre étudiants et policiers qui ont fait usage de matraques et gaz lacrymogène. Les manifestants ont finalement fait demi-tour et ont défilé jusqu'en milieu d'après-midi dans les rues du centre d'Alger, selon un journaliste de l'AFP.

"Pas d'élections, bande de mafieux", "un Etat civil, pas un Etat militaire", ont-ils notamment scandé. Plusieurs slogans ont visé directement le chef d'état major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, appelé à "dégager" ou qualifié de "traître".

Selon plusieurs médias algériens, dont l'agence de presse officielle APS, des étudiants ont aussi manifesté dans au moins une douzaine de villes universitaires, notamment à Oran et Constantine, 2e et 3e villes du pays.

Devenu de facto l'homme fort du pays depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika après 20 ans au pouvoir, sous les pressions de la rue et de l'armée, le général Gaïd Salah a appelé les Algériens à faire corps avec l'armée pour empêcher l'"infiltration" du mouvement de contestation dont l'Algérie est le théâtre depuis le 22 février.

Le peuple algérien se doit "de faire preuve d'une extrême vigilance, de s'unir avec son armée et de ne pas permettre aux instigateurs de plans pernicieux de s'infiltrer dans les rangs du peuple", a estimé le général Gaïd Salah dans ce deuxième discours prononcé en deux jours lors d'une visite sur le terrain.

La veille, il avait à nouveau opposé une fin de non-recevoir aux deux principales revendications du mouvement de contestation, en demandant la tenue de la présidentielle le 4 juillet pour élire un successeur à M. Bouteflika et en estimant "irraisonnable" et "dangereux" la revendication d'un départ préalable des personnalités du "système" au pouvoir --dont il fait lui-même partie.

La tenue du scrutin empêchera un "vide constitutionnel" porteur de "dangers (...) aux conséquences désastreuses", avait-il estimé en mettant déjà en garde contre "l'infiltration" d'individus "ayant des plans suspects" et qui "utilisent les manifestations (...) pour transmettre certaines revendications irrationnelles" telles que le départ des "symboles du système".

Le général Gaïd Salah a également défendu mardi les nombreuses procédures judiciaires ouvertes dans des affaires de corruption et visant surtout contre des personnalités et des hommes d'affaires liés à Abdelaziz Bouteflika et son entourage.

Elles sont "fondées sur des informations précises et confirmées et sur de nombreux dossiers (...) aux preuves irréfutables", a-t-il martelé, alors que ses détracteurs l'accusent d'influencer la justice.

De nombreux observateurs craignent que ces procédures servent le double objectif d'offrir des "têtes" à la contestation --qui fustige les "voleurs" à la tête de l'Etat-- tout en facilitant une purge dans le cadre de luttes de clans au sein du pouvoir. AFP 21 mai 2019

Alger bouclé et arrestations pour le 14e vendredi de manifestations massives - AFP 24 mai 2019

Malgré des dizaines d'arrestations et une capitale bouclée par la police, une foule massive a défilé sans incident à Alger pour un 14e vendredi consécutif de manifestations afin de réclamer le départ du "système" et l'annulation de la présidentielle du 4 juillet.

La fatigue accumulée pendant le mois de ramadan, qui laissait craindre un affaiblissement, n'a pas non plus entamé la mobilisation à travers l'Algérie, après 19 jours de jeûne du lever au coucher du soleil.

Les rues du centre d'Alger étaient noires de monde vendredi, selon un journaliste de l'AFP. La plupart des manifestants ont quitté la rue dans le calme en fin de journée à l'exception de quelques irréductibles que la police a dispersés en chargeant. Au moins 19 ont été arrêtés, selon un journaliste de l'AFP.

D'importantes manifestations ont aussi eu lieu dans plusieurs autres villes, dont Oran et Constantine, 2e et 3e villes d'Algérie selon les médias et réseaux sociaux.

L'agence de presse officielle APS en a recensé dans au moins 25 des 48 régions et d'autres sont prévues en soirée dans plusieurs zones du Sud, où les températures sont élevées dans la journée.

Dans la matinée à Alger, "la police interpellait systématiquement toute personne portant une banderole", a raconté un manifestant, Mehenna Abdeslam, enseignant d'université, à un journaliste de l'AFP qui a assisté à l'interpellation d'une femme.

TSA a fait état d'"arrestations massives" à Alger tandis que Samir Larabi, militant du Parti socialiste des Travailleurs (PST) a écrit dans la matinée sur Facebook, photo à l'appui, être "en compagnie d'une vingtaine de citoyens dans un fourgon cellulaire".

La Radio nationale algérienne a constaté "une présence policière accrue" à Alger, évoquant des "vérifications de papiers et des interpellations par endroits", ainsi que des "confiscations de matériel d'enregistrement de journalistes".

Dans un communiqué, le Front des Forces socialistes (FFS), plus vieux parti d'opposition a dénoncé une "véritable rafle" et un "état de siège à peine voilé (...) propre d'une dictature naissante".

Entravé par le déploiement policier inhabituellement massif dans les rues qu'il emprunte chaque semaine, le cortège s'est en partie rendu sur la Place des martyrs, vaste esplanade en contrebas du quartier de la Casbah, à environ 1,5 kilomètre de son itinéraire habituel.

Toute la journée, véhicules de police et cordon de forces anti-émeutes ont empêché les manifestants de s'approcher de la Grande Poste, bâtiment emblématique du centre d'Alger et épicerie des manifestations depuis le premier vendredi de contestation, le 22 février.

"Territoire" symbolique que s'est approprié la contestation, les marches du bâtiment, que la police avait vainement tenté de défendre durant plusieurs heures le vendredi précédent, ont été ceintes dans la semaine de palissades, officiellement pour des raisons de sécurité.

Comme les précédentes semaines, les slogans ont visé le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée, de fait l'homme fort du pays depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika sous les pressions conjuguées de la rue et de l'armée.

"Ce peuple ne veut pas du pouvoir de l'armée", "Y en a marre des généraux!" et "Gaïd Salah dégage!", ont scandé les manifestants à Alger, mais aussi "pas d'élections, bande de mafieux!".

Les réseaux sociaux ont relayé des appels à préserver le caractère pacifique du mouvement de contestation et aucun incident n'a été signalé.

Chaque semaine, les manifestants continuent de réclamer le démantèlement du "système" au pouvoir et le départ de ses figures, en tête desquelles, outre le général Gaïd Salah, le président par intérim Abdelkader Bensalah et le Premier ministre Noureddine Bedoui, tous anciens fidèles du président Bouteflika.

Ils exigent également l'annulation de la présidentielle prévue le 4 juillet, estimant que les structures et personnalités toujours en place du régime déchu ne peuvent garantir un scrutin libre et équitable.

A la veille de l'expiration du délai de dépôt des candidatures, aucune personnalité ne s'est déclarée et le rejet massif du scrutin laisse craindre une participation étiquée, suscitant de plus en plus d'incertitudes sur la tenue de la présidentielle.

Alors que MM. Bensalah et Bedoui sont aux abonnés absents, le général Gaïd Salah s'est dans la semaine exprimé trois fois en trois jours.

Lundi, il a d'abord opposé une fin de non-recevoir aux revendications de la contestation, estimant "irraisonnable voire dangereux" le départ des figures du "système" et appelant à accélérer les préparatifs de la présidentielle afin d'éviter un "vide constitutionnel" et de juguler "ceux qui veulent faire perdurer la crise".

Mardi, il a appelé les manifestants à "s'unir" avec l'armée afin de déjouer "l'infiltration" des manifestations par les "instigateurs de plans pernicieux" et mercredi il s'est senti obligé d'assurer n'avoir "aucune ambition politique".

Le retour au centre de l'échiquier politique de l'armée --considérée comme le réel détenteur du pouvoir jusqu'à l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika-- fait craindre à certains observateurs un possible scénario "à l'égyptienne".

En Egypte, le chef de l'armée Abdel Fattah al-Sissi s'est fait élire président après un coup d'Etat militaire en 2013 contre le président élu Mohamed Morsi et après avoir assuré que l'armée "resterait éloignée de la politique". AFP 24 mai 2019

Soudan

Soudan : vers la grève générale après l'échec des pourparlers avec les militaires - franceinfo 21 mai 2019

L'espoir aura été de courte durée au Soudan. Les négociations entre les généraux au pouvoir et les chefs du soulèvement contre Omar el-Béchir se sont achevées sans accord sur le conseil de transition. La contestation lance sa riposte.

Les chefs de la contestation au Soudan ont annoncé le 21 mai 2019 leur intention d'organiser, à une date indéterminée, une "grève générale", en raison de l'impasse dans les négociations avec les militaires au pouvoir sur la transition politique.

Les deux camps avaient pourtant réussi dans la semaine à s'entendre sur la durée de cette transition, fixée à trois ans, et la composition d'une assemblée législative, dont les deux tiers des 300 membres désignés viendraient de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations contestataires.

"Afin de parvenir pleinement à la victoire, nous appelons à une grande participation à une grève politique générale", a annoncé l'Association des professionnels soudanais (SPA) dans un communiqué, sans fixer de date pour cette grève.

Acteur clé de l'ALC, fer de lance du mouvement de protestation déclenché en décembre 2018, la SPA a qualifié cette grève de "devoir révolutionnaire", appelant les manifestants à "la désobéissance civile".

Depuis le 6 avril 2019, des milliers de Soudanais participent à un sit-in devant le QG de l'armée pour réclamer le transfert du pouvoir aux civils. La poursuite de ce mouvement est "une garantie fondamentale pour réaliser les objectifs de la révolution", a ajouté la SPA.

Madani Abbas, un responsable de l'ALC, a indiqué que les dates des mouvements de grève et de désobéissance civile seraient "annoncées plus tard". Il a ajouté que l'ALC doit se réunir "pour discuter des développements après la réunion avec le Conseil militaire". franceinfo 21 mai 2019

Afrique du Sud

Afrique du Sud : licenciement de plus de 600 mineurs grévistes - Franceinfo 21 mai 2019

Des mineurs du site de Mototolo, dans la province du Limpopo (nord), avaient cessé le travail le 12 mai 2019 malgré une décision de justice le leur interdisant, a expliqué Anglo American Platinum (AAP) dans un communiqué (lien en anglais). AAP a donc décidé de licencier 643 personnes, "soit environ la moitié du personnel travaillant sous terre", selon le groupe.

Le syndicat Giwusa, à l'origine du mouvement de grève, a affirmé, lui, que 947 mineurs avaient été congédiés.

Les salariés de Mototolo dénoncent le changement de leur couverture médicale à la suite du rachat de la mine par AAP en novembre 2018. De son côté, Anglo American affirme que la nouvelle assurance médicale présente "les mêmes avantages" que la précédente. "Si la couverture médicale était identique, il n'y aurait pas besoin de faire grève", a réagi le responsable de Giwusa dans le Limpopo, Teddy Thobakgale, interrogé par l'AFP.

Les grévistes ont fait appel de leur licenciement.

La mine Mototolo (lien en anglais) a produit 26 800 onces de platine au premier trimestre de 2019 (1 once = 28 grammes), en hausse de 53% par rapport au trimestre précédent, ainsi que 57 700 onces de métaux du groupe du platine (PGM), en hausse de 51% par rapport au trimestre précédent. Franceinfo 21 mai 2019

Sahara occidental

Les efforts de l'émissaire de l'Onu pour le Sahara occidental Köhler ont été «sabotés par la France et les États-Unis» - Sputnik 24.05

S'exprimant sur la démission de Horst Köhler, envoyé personnel du SG de l'Onu pour le Sahara occidental, le Polisario a affirmé à Sputnik qu'en plus «des raisons de santé» évoquées, le diplomate rencontrait des obstacles, dressés notamment par Paris et Washington. L'Onu, Rabat, le Polisario et Alger ont regretté son départ.

Horst Köhler, envoyé du secrétaire général de l'Onu pour le Sahara occidental, a démissionné mercredi 22 mai de son poste «pour des raisons de santé», informe un communiqué des Nations unies. L'Onu, l'Algérie, le Front Polisario et le Maroc ont exprimé à l'unisson leurs regrets à l'annonce de la démission du diplomate onusien. Ils lui ont rendu hommage pour les efforts qu'il a déployés dans la résolution du conflit au Sahara occidental.

Dans un entretien à Sputnik, Mhamed Khadad, membre de la direction et responsable des relations extérieures du Front Polisario, a confirmé que le diplomate onusien avait effectivement démissionné pour des problèmes de santé, ajoutant que d'autres facteurs avaient également pesé dans sa prise de décision.

«Effectivement, il y a les raisons de santé que M.Köhler a mentionné dans sa lettre d'adieu aux deux parties du conflit au Sahara occidental [le Maroc et le Front Polisario, ndlr] et à leurs voisins [l'Algérie et la Mauritanie, ndlr]. Cependant, il faut bien signaler que depuis sa nomination au poste d'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu beaucoup d'obstacles ont été érigés sur sa route», a-t-il déclaré.

Tout en affirmant que Horst Köhler avait toutes les qualités et les compétences nécessaires pour réussir sa mission, notamment son expérience diplomatique et sa connaissance du continent africain et de ses problèmes, M.Khadad a signalé que dès sa prise de fonction, le diplomate «a insisté pour que l'Union africaine et l'Union européenne soient parties prenantes de la solution du conflit au Sahara occidental».

«Dans ce sens, il a visité l'Afrique plusieurs fois, Addis-Abeba et Kigali. Il s'était également rendu à deux-trois reprises à Bruxelles», a-t-il ajouté.

Selon M.Khadad, l'envoyé personnel du secrétaire général de l'Onu a rencontré beaucoup d'entraves dans l'accomplissement de sa mission aux Nations unies et à l'Union européenne.

«Malheureusement son travail a été entravé et carrément saboté par l'attitude du gouvernement français qui à New York [aux Nations unies, ndlr] ne voulait pas que le mandat de la Minurso [la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, ndlr] soit réduit à six mois», a-t-il affirmé.

Sur la même lancée, le responsable sahraoui a ajouté qu'«également à Bruxelles, Paris a tout fait pour saboter les efforts de M.Köhler et ce n'est pas sans raisons qu'il n'a d'ailleurs jamais été reçu par les hautes autorités françaises durant son mandat». Sputnik 24.05